

Cameroun

En 2011, le Cameroun a fait quelques progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Au cours de la période couverte par le présent rapport, le gouvernement a voté la loi relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes, qui criminalise la traite des personnes, l'esclavage et la servitude pour dette. Toutefois, il n'a pas adopté de politiques générales sur les pires formes de travail des enfants et des vides juridiques demeurent dans l'application de ses lois concernant le travail des enfants. Qui plus est, le décalage entre l'âge de la scolarité obligatoire et l'âge minimum d'admission à l'emploi expose particulièrement les mineurs de 11 à 14 ans aux pires formes de travail. Des enfants continuent à être employés dans des activités dangereuses, notamment dans la production de cacao.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes permettraient de progresser sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants au Cameroun :

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Lois et règlements	Conférer une protection juridique aux enfants qui travaillent dans des activités non contractuelles et non industrielles.	2009, 2010, 2011
	Interdire aux jeunes de moins de 18 ans d'entreprendre certaines activités, telles que travailler sous l'eau et à des hauteurs dangereuses, et promulguer des lois interdisant l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants aux fins d'activités illicites.	2009, 2010, 2011
	Développer un mécanisme permettant de protéger les enfants travaillant dans des entreprises non déclarées, notamment dans l'agriculture.	2011
	Porter à 14 ans l'âge de fin de la scolarité obligatoire pour le faire coïncider avec l'âge légal de travail des jeunes.	2009, 2010, 2011
	Appliquer la loi n° 98/004 qui rend l'enseignement primaire obligatoire.	2009, 2010, 2011
	Veiller à ce que les frais de scolarité supplémentaires et le coût des manuels et des uniformes ne représentent pas un obstacle à l'accès à l'éducation.	2011
Coordination et mise en application	Veiller à ce que le Comité consultatif de mise en œuvre du projet WACAP de l'OIT-IPEC se réunisse régulièrement afin de coordonner les initiatives de lutte contre le travail des enfants.	2009, 2010, 2011
	Veiller à ce que le nombre d'inspecteurs du travail soit suffisant compte tenu de l'ampleur et de la prévalence du travail des enfants au Cameroun et affecter davantage de	2009, 2010, 2011

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Coordination et mise en application	moyens en véhicules et en carburant au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.	2009, 2010, 2011
	Dispenser aux personnels d'application de la loi une formation régulière sur les lois concernant le travail des enfants et la traite des personnes.	2011
	Réunir et diffuser au grand public les informations disponibles au sujet des enquêtes et de l'application des lois sur le travail des enfants.	2009, 2010, 2011
Politiques	Adopter officiellement le Plan d'action national de lutte contre le travail et la traite des enfants et s'assurer qu'il porte sur toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants, notamment dans l'agriculture, le travail domestique et l'extraction minière.	2010, 2011
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les politiques existantes sur la lutte contre le travail des enfants, notamment le document cadre de politique nationale de Développement intégral du jeune enfant et le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).	2010, 2011
	Intégrer au DSRP des plans d'action détaillés, avec leur budget, concernant les pires formes de travail des enfants.	2011
	Inclure un calendrier détaillé dans la stratégie de mise en œuvre du plan d'action pour combattre la traite des personnes.	2010, 2011
Programmes sociaux	Développer des programmes de protection sociale en faveur des enfants employés dans les pires formes de travail dans des secteurs tels que l'agriculture et le travail domestique, et étendre les programmes existants à la région Nord du pays.	2009, 2010, 2011
	Assurer l'enregistrement de toutes les naissances.	2011